

Une jeunesse marquée par le deuil

Jean Victor Gustave d'Hers naît le 17 mai 1910 à Toulon, dans le Var. Sa famille porte déjà le poids de la guerre : son père, réformé avant le conflit de 1914, s'engage malgré tout dès la mobilisation générale. Il est tué le 27 février 1915 à Malancourt, au cours de la bataille de Champagne. Jean n'a pas cinq ans. Sa mère disparaît à son tour en 1920. À dix ans, il est orphelin, élevé par sa grand-mère et confié au lycée de Toulon. Il obtient le statut de pupille de la Nation par jugement du 3 mars 1919.

Malgré ce parcours difficile, le jeune d'Hers s'oriente résolument vers la carrière militaire. En octobre 1929, il intègre l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, au sein de la promotion « *Mangin* ». À sa sortie, il rejoint le 141^e régiment d'infanterie alpine, stationné à Grenoble. Officier d'infanterie, il décide néanmoins de réorienter sa carrière vers la gendarmerie : reçu au concours de l'École d'application de gendarmerie de Versailles en 1935, il est promu lieutenant et désigné, l'année suivante, pour commander la brigade mobile de la garde civile à Gia-Dinh, en Cochinchine – l'actuelle Ho Chi Minh-Ville.

Gendarme en Indochine

C'est depuis l'Indochine que Jean d'Hers apprend, en septembre 1939, l'entrée en guerre de la France contre l'Allemagne. Il demande à être affecté en unité combattante en métropole, mais sa hiérarchie le maintient à son poste. En mars 1940, il est promu capitaine. À l'automne de cette même année, le Japon impérial, profitant de la défaite française en Europe, impose sa présence militaire sur le territoire indochinois. L'administration coloniale de Vichy, placée sous l'autorité de l'amiral Decoux, tolère cette cohabitation contrainte.

Pour Jean d'Hers, père de sept enfants, la défaite de 1940 est inacceptable. Dès décembre 1940, il entre dans le réseau de renseignements « *Graille* », un réseau rattaché aux Forces françaises libres en Indochine, chargé de transmettre des informations aux Britanniques basés à Singapour. Parallèlement à ses fonctions officielles de gendarme, il réalise des relevés sur les terrains d'aviation japonais en Cochinchine et au Cambodge, et rédige des rapports détaillés sur le trafic maritime et fluvial nippon à l'embouchure du Mékong et du Bassac. Selon le musée de l'Ordre de la Libération, il aurait notamment alerté les Britanniques de l'attaque japonaise du 8 décembre 1941 contre Singapour.

La résistance clandestine dans l'ouest cochinchinois

Les activités clandestines du capitaine d'Hers ne passent pas inaperçues. Début 1942, les autorités vichystes le mutent, par mesure disciplinaire, à Can Tho, dans l'ouest de la Cochinchine. Loin de constituer un frein, cette affectation lui permet d'étendre son réseau. En tant que commandant de la section de gendarmerie de Can Tho, il dispose d'une autorité naturelle sur les gendarmes locaux, qu'il rallie progressivement à la cause de la Résistance. Ce sont ces mêmes hommes qui formeront, en 1945, les équipes de combat placées sous son commandement.

Sa double fonction – chef de la section de gendarmerie et responsable de la résistance civile pour l'ensemble de l'ouest cochinchinois – lui permet de recruter de manière régulière de

nouveaux volontaires parmi les civils français et les personnels militaires de la région. Pendant près de trois ans, de 1942 à mars 1945, il poursuit ce travail patient d'organisation et de collecte de renseignements, dans un environnement de surveillance permanent imposé par la présence japonaise.

Le coup de force japonais du 9 mars 1945

Dans la nuit du 9 au 10 mars 1945, l'armée japonaise déclenche un coup de force général sur l'ensemble du territoire indochinois. En quelques heures, les garnisons françaises sont attaquées, désarmées ou anéanties. À Langson, le général Lemonnier est décapité au sabre. Des militaires sont exécutés sur place. L'administration coloniale est démantelée et les civils européens sont soumis à un régime d'internement d'une grande sévérité. La gendarmerie, comme l'ensemble des forces françaises, est désorganisée en quelques jours.

Le capitaine d'Hers réagit sans délai. De responsable de la résistance civile, il passe au commandement de la résistance armée dans sa zone. Les équipes formées au cours des années précédentes sont mobilisées. Avec ses hommes, il lance une série d'opérations de sabotage destinées à entraver les déplacements des troupes japonaises dans le réseau fluvial et routier de l'ouest cochinchinois. Le 13 mars 1945, son groupe fait sauter le pont de Go Quao. Le 15 mars, c'est le pont de Cai Rang qui est détruit. Le 17 mars, celui de Phung Hiep est à son tour neutralisé. Il fait également sauter un dépôt d'essence ennemi. En l'espace de quelques jours, ces actions de guérilla causent des difficultés logistiques réelles aux forces d'occupation.

Le combat du canal de Tran Bang - 18 mars 1945

Le 18 mars 1945, le capitaine d'Hers s'engage dans ce qui sera son dernier combat. À bord de la vedette *Saint-Eloi*, une petite chaloupe, il commande un détachement de quatorze hommes : le gendarme Jean Marie Deter, les seconds maîtres Georges Yves Toullec et Eugène Émile Martel, le quartier-maître Émile Christophe Guillou, le caporal Marcel Masmunter, le soldat Michel Sylvestre et sept tirailleurs annamites. L'embarcation navigue sur le canal reliant Long My à Nga Nam, dans la région de Tran Bang.

La *Saint-Eloi* tombe en panne et se met à dériver. C'est dans cette situation que la petite unité se retrouve face à environ deux cents soldats japonais, positionnés sur les deux rives du canal. Malgré un rapport de forces écrasant et un équipement médiocre, le groupe engage le combat et inflige des pertes significatives à l'ennemi. Mais la disproportion numérique est trop importante. L'équipage est décimé. Jean d'Hers est tué par une rafale de mitrailleuse. Il avait 34 ans.

Seuls quatre hommes survivent au combat : le soldat Sylvestre et trois tirailleurs annamites, tous grièvement blessés, qui sont capturés par les Japonais. Les sources de l'Ordre de la Libération rapportent que les Japonais eux-mêmes, interrogeant les survivants après les faits, auraient reconnu le courage de d'Hers et de ses compagnons.

Honneurs posthumes et mémoire

Les corps du capitaine d’Hers et de ses camarades sont d’abord inhumés localement, à Tran Ban Ngo, à environ sept kilomètres de Nga Nam, dans l’enceinte de la cure du Révérend Père Girodet. Ils sont ramenés à Saigon en mars 1946, puis rapatriés en France en septembre 1949 pour être inhumés à Toulon.

Par décret du 22 janvier 1946, Jean d’Hers est fait Compagnon de la Libération à titre posthume, l’une des distinctions les plus rares de la République française, décernée à seulement 1 038 personnes. Il reçoit également la croix de chevalier de la Légion d’honneur, la Croix de guerre 1939-1945, la médaille coloniale avec agrafes « *Indochine* » et « *Extrême-Orient* », ainsi que la médaille commémorative des services volontaires dans la France libre. La mention « Mort pour la France » lui est attribuée.

La mémoire du capitaine d’Hers est entretenue à travers plusieurs lieux et institutions. La 48^e promotion de l’École des officiers de la gendarmerie nationale (1946-1947) a été baptisée en son honneur. La caserne de la compagnie de gendarmerie départementale de Hyères, dans le Var, porte son nom, de même qu’une vedette de la gendarmerie maritime basée à Saint-Mandrier. Plusieurs communes varoises lui rendent hommage : une rue à La Valette-du-Var, un square à Toulon et un autre à Savigny-sur-Orge. Son nom figure sur le monument aux morts de La Valette-du-Var.

- **Chevalier de la Légion d’Honneur**
- **[Compagnon de la Libération](#)**
- **Croix de Guerre 39/45**
- **Médaille Coloniale avec agrafes « *Indochine* », « *Extrême-Orient* »**
- **Médaille Commémorative des Services Volontaires dans la France Libre**